

**TLEMCCEN**

# Les services de sécurité sur tous les fronts

**Depuis le début du mois de septembre, les services de sécurité, relevant de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen, sont sur le qui-vive. La lutte contre la criminalité, le trafic et autres fléaux qui empoisonnent le quotidien des citoyens a pris toute une autre dimension.**

En premier lieu, c'est la lutte contre les narcotrafiquants qui est en pole position, ces derniers temps, plusieurs saisies de drogues ont été opérées à différents endroits sur le territoire de la wilaya. Que ce soit en zone urbaine ou dans les zones les

plus reculées, les éléments des brigades de recherches et d'intervention occupent le terrain. Quelque chose a peut-être changé, notamment dans la lutte anti drogue, les dealers ne réussissent plus à prendre la fuite, ils sont arrêtés et la marchandise prohibée saisie, c'est une stratégie qui s'avère payante.

Des instructions ont été données aux éléments stationnés sur la bande frontalière pour intercepter toute tentative d'exportation illégale de carburant et dans les stations service, on dénote un léger mieux au niveau de la distribution du carburant. Cependant, c'est le crime organisé et les bandes de

malfaiteurs qui opèrent en groupe dans les lieux publics (gares) et dans les quartiers chauds de la périphérie qui inquiètent les citoyens. Les polices de proximité ont réduit la nuisance des malfaiteurs, mais la lutte s'annonce difficile sans la mobilisation des citoyens ; pour ce faire, les services de sécurité doivent entreprendre une véritable campagne de sensibilisation en direction des populations pour rétablir le dialogue et surtout installer un climat de confiance.

A noter que la Sûreté de wilaya s'est impliquée dans plusieurs projets de société à travers des campagnes de solidarité et de sensibilisation, depuis la rentrée scolaire. Si

les établissements scolaires sont bien surveillés, (ce qui a rassuré les parents) il reste néanmoins un lieu à surveiller de très près et en permanence, le campus universitaire situé aux abords de la rocade d'Imama. C'est un endroit isolé et les étudiantes sont tout le temps harcelées par des maraudeurs et des dealers.

Enfin, sur le plan sécuritaire, on enregistre moins de délits et les citoyens vaquent à leurs occupations quotidiennes, les bandes de voyous et de pickpockets qui semaient la terreur aux alentours du marché ont disparu.

M. Zenasni

**TIPASA**

## Accord préliminaire pour 59 projets touristiques

**Lors de la troisième session de l'Assemblée populaire de la wilaya de Tipasa, il a été révélé que 59 projets de développement touristique ont obtenu un accord préalable d'investissement de la part du Calpiref.**

Cet ensemble de projets qui totalise près de 11 000 lits et qui offre près de 9 000 postes de travail concerne notamment la réalisation de 17 hôtels urbains, 13 complexes touristiques, 2 complexes touristiques et commerciaux, 6 camps de vacances, 4 centres de thalassothérapie, 5 centres de détente et autres infrastructures touristiques.

Il convient, par ailleurs, de relever que les infrastructures

hôtelières de la wilaya totalisent quant à elles 2 659 lits, dont 2 344 lits pour le secteur public représenté par les 3 complexes du CET, Matares et de La Corne d'Or, qui comptent 320 bungalows, 164 appartements et 378 chambres.

Cette activité touristique et hôtelière est adossée à 9 agences de voyages et 8 offices touristiques.

En marge de cet état des lieux du secteur du tourisme, il

convient de rappeler l'existence de 22 zones d'expansion touristique totalisant près de 2 000 hectares et jouxtant 42 plages opérationnelles, et constituant autant de moyens à même de contribuer à l'essor de ce secteur.

Lors de cette session de l'APW, il a été relevé plusieurs difficultés rencontrées dans le lancement de ces projets ; il s'agit entre autres de l'inconfortable problème du foncier ; du problème conditionné aux instruments d'urbanisme, notamment les permis de construire et les constructions interdites dans les zones non urbanisables, et bien sûr, le

problème des projets prévus être construits à l'intérieur du domaine maritime, dont la réglementation très stricte prévoit le respect d'une zone tampon de 300 mètres afin de préserver la faune et la flore maritime.

Il a été relevé aussi, le problème de la nature juridique du foncier, à l'instar des terrains agricoles, des terrains situés dans la proximité ou dans l'enceinte des vestiges antiques ou historiques et bien sûr l'inaliénable zone du domaine militaire où les constructions privées, économiques ou commerciales sont interdites.

Houari Larbi

**RELIZANE**

## Un réseau routier lamentable

La majorité des routes, ruelles et trottoirs des quartiers de la commune de Relizane, sont dans un état plus que lamentable et deviennent de plus en plus impraticables. Les citoyens et les automobilistes de ce quartier ne cessent de dénoncer la dégradation de ces routes jonchées par des nids-de-poule et autres crevasses. Les regards lorsqu'ils existent sont obscurcis.

Cet état déplorable des voies de communication a provoqué l'ire de certains transporteurs de voyageurs qui refusent de desservir certains quartiers de la ville.

A travers tout le territoire de la commune, l'asphalte de la quasi-totalité des rues et boulevards est dans un piteux état. «Complètement détériorés, ces routes et trottoirs sont devenus aujourd'hui impraticables. Quant aux écoliers, ils trouvent les pires difficultés pour rejoindre leurs établissements scolaires. Cette situation est devenue insupportable et nous en avons vraiment marre. Les responsables concernés doivent intervenir incessamment pour, au moins, faire des travaux de rafistolage afin d'améliorer un tant soit peu notre cadre de vie», souhaitent des citoyens rencontrés au centre-ville.

A. Rahmane

**ÉTABLISSEMENT DU PASSEPORT BIOMÉTRIQUE PAR LES COMMUNES**

## Après Alger, la mesure étendue à Annaba

**A partir de ce mardi 20 octobre, les passeports biométriques seront désormais établis par six communes sur les douze que compte la wilaya de Annaba.**

L'annonce a été faite hier par le wali, Youcef Chorfa, à l'issue de sa visite de travail dans la daïra de Chetaïbi. Les communes concernées par cette nouvelle mesure administrative décidée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sont celles du chef-lieu de wilaya,

d'El Hadjar, d'El Bouni, de Sidi-Amar, de Chorfa et d'El Eulma.

Les six autres communes le seront avant la fin du mois en cours, a précisé le wali, soulignant que cette mesure entre dans le cadre de l'amélioration du service public.

La décision d'établissement des passeports biométriques par les communes, au lieu des daïras auparavant, est intervenue pour la première fois, il y a quelques semaines au niveau de la wilaya d'Alger. La wilaya de Annaba constitue donc la

deuxième collectivité du pays à mettre en exécution cette mesure. Pour la réception du public dans de bonnes conditions, la commune du chef-lieu de la wilaya de Annaba a réservé un espace moderne et fonctionnel, équipé de sièges confortables avec plusieurs guichets.

Cet espace fait partie du nouveau siège de la Direction de la réglementation et de l'administration générale (Drag) de la commune dont le service de l'état civil est fonctionnel depuis hier.

A. Bouacha

**INSCRITS DEPUIS LA FIN DU SIÈCLE DERNIER**

## 20 195 logements non encore lancés à Blida

**La wilaya de Blida souffre d'un manque flagrant de logements même si des lots importants sont livrés annuellement mais une bonne partie reste réservée aux habitants des bidonvilles qui viennent s'installer pour en bénéficier quelques petites années après, au grand dam des «autochtones» qui n'ont eu de cesse d'en revendiquer.**

Toutefois, ces derniers, au vu de leur caractère placide et débonnaire, donc loin d'être dérangeants, continueront à rêver d'un logement décent à l'instar de leurs concitoyens.

Et justement booster les différentes Directions du logement de Blida à accélérer le rythme des réalisations et satisfaire par voie

de conséquence toutes les demandes, est l'objectif principal du premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Blida, lequel a réuni hier les directeurs concernés, les chefs de daïra ainsi que les entreprises réalisatrices.

L'on apprend que sur les 88 848 logements inscrits à la fin de l'année 1999, 20 195 ne sont pas

encore lancés. Seulement 31 559 logements ont été achevés et 32 595 sont en cours de réalisation.

Parmi les problèmes qui sont derrière, le non-lancement de ces logements figure «le prix de réalisation qui dépasse largement le prix de cession arrêté par l'Etat, arrêté à la somme de 280 millions de centimes qui reste loin d'être attractif pour les entreprises». Les autres problèmes, révèlent les concernés, restent les terrains qui appartiennent au domaine agricole et qui n'ont pas bénéficié d'autorisation de la part

des services concernés. Tout comme un grand nombre de projets demeurent en l'état après leur démarrage pour cause de contentieux qui restent en suspens, faute d'une efficiente prise en charge. Pour ce faire, le wali fera savoir qu'il y a un manque de ferveur de la part des concernés. «Comment expliquer donc la réaction du citoyen qui attend depuis des années son logement», demande-t-il à l'assistance. L'autre difficulté qui empêche les réalisations de projets de construction est le squat de terrains par des indus occupants

qui érigent des bidonvilles comme c'est le cas du projet des 300 logements à Boufarik.

Notons, par ailleurs, que 78 hectares de terrain situés à Blida ont été attribués par arrêté à la wilaya d'Alger pour y implanter des logements au profit des habitants de la capitale.

Enfin, le wali a donné rendez-vous aux différents directeurs du logement pour une séance de travail pointue aux fins de trouver les solutions adéquates aux problèmes rencontrés et rattraper, de ce fait, le temps perdu.

M. B.